

ARRÊTE PRÉFECTORAL n°20220901-DEC-DAEN0735 du **30 SEP. 2022**  
portant mise en demeure à l'encontre de la société  
SMURFIT KAPPA à CREST

La Préfète de la Drôme,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le Code de l'environnement, notamment son livre I, articles L.171-6, L.171-7 et L.171-8 et son livre V ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°4393 du 11 juillet 2000 autorisant la société SMURFIT KAPPA à exploiter de l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CREST ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 8 septembre 2022 ;

**Vu** le courrier en date 8 septembre 2022 informant l'exploitant des constats relevés et du délai dont il dispose pour formuler ses observations et son absence de réponse ;

**Considérant** que l'inspection a constaté lors des visites du 18 mars 2021 et du 30 août 2022 plusieurs manquements :

- absence de clôture au droit du quai Nord de chargement/déchargement des camions
- absence de système de traitement des eaux pluviales de voirie au droit de ce même quai

**Considérant** que le site est situé au centre de la ville de Crest ;

**Considérant** les risques incendie présentés par les stockages extérieurs et intérieurs du site ;

**Considérant** que les eaux de voirie du quai Nord sont rejetées sans garantie d'une concentration en hydrocarbures totaux inférieures à 10 mg/L, notamment en cas d'incident sur un poids-lourds (absence de système de traitement) ;

**Considérant** que les eaux de voirie rejoignent le réseau communal qui se déverse dans la rivière Drôme ;

**Considérant** que l'article 4.5.2 de l'annexe de l'arrêté préfectoral précité impose une concentration en hydrocarbures totaux des eaux rejetées vers la Drôme inférieure à 10 mg/L ;

**Considérant** que l'article 6.1.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral précité impose que l'établissement soit efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie ;

**Considérant** en outre que des personnes non autorisées situées au droit de l'installation se trouveraient gravement exposées à un phénomène dangereux en cas d'accident sur le site ;

**Considérant** dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les dispositions des articles 4.5.2 et 6.1.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral précité ;

**Sur proposition** de la Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme ;

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société SMURFIT KAPPA située chemin du Petit Saint Jean sur la commune de CREST (26400), est mise en demeure de respecter les articles suivants de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 juillet 2000 **sous un délai de six mois** à compter de la notification de l'arrêté :

- article 4.5.2 en justifiant d'une concentration en hydrocarbures totaux ne dépassant pas 10 mg/L dans les eaux pluviales au droit du point de rejet du quai Nord,
- article 6.1.1 en mettant en place une clôture au droit du quai Nord de chargement/déchargement camions.

### **Article 2 :**

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1er dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 :**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de GRENOBLE, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l'adresse : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

#### **Article 4 : Sanctions administratives**

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1er du présent arrêté dans le délai prévu au même article, il sera fait application des dispositions prévues au II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant, à savoir :

1° Obliger la personne mise en demeure à consigner entre les mains d'un comptable public avant une date déterminée par l'autorité administrative une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application du 1° ci-avant sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 15000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 2, le paiement d'une astreinte journalière ou l'exécution d'office des mesures prescrites pourra être ordonné à l'encontre de l'exploitant conformément au 1° et 2° du I de l'article L. 171-7 du Code de l'environnement.

#### **Article 5 :**

En application de l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Drôme ([www.drome.gouv.fr](http://www.drome.gouv.fr)) pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 6 :**

La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, chargé de l'inspection de l'environnement et le maire de CREST sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **30 SEP. 2022**

La préfète,

  
Pour la Préfète, et par délégation  
La Secrétaire Générale  
**Marie ARGOUARC'H**

